



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-democratie-sans-information-ni>

Écologie :

Une démocratie sans information ni débat

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 874 - janvier 1989 -

Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2009

Date de parution : janvier 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le 8 mars 1987, à peine trois mois après avoir atteint son régime de pleine puissance, la centrale nucléaire européenne de démonstration SUPERPHENIX a connu le signe d'une grave avarie : une fuite de sodium de la cuve du « barillet », l'élément central du système de chargement et de déchargement du combustible, un complexe de quinze mètres de hauteur et de dix mètres de diamètre situé dans le bâtiment réacteur. Cette fuite a entraîné par elle-même deux choses inquiétantes : une qualification insuffisante du matériau employé et de sa mise en oeuvre ; l'inefficacité de la procédure de contrôle qualité. Pire, moins d'un an après la catastrophe de Tchernobyl, il ne fallut pas moins de trois semaines aux responsables de la centrale pour se rendre à l'évidence et cesser d'incriminer une défaillance inexplicable du réacteur et informer les Services de Sécurité que le signal de fuite correspondait à la réalité !... Des examens ont mis en évidence une fissuration généralisée de cette cuve. Certaines des causes de cette fissuration générale, dont l'étude est encore en cours, ne pourront être établies avant plusieurs mois.

Ainsi, malgré l'ampleur des moyens consentis (26 milliards de Francs actuels), la centrale SUPERPHENIX semble dépasser les limites de la maîtrise technologique de ses constructeurs et la complexité de sa conduite la vigilance de ses exploitants. En tout état de cause la sécurité de l'installation n'apparaît plus garantie.

Deux options se présentaient alors (hormis l'abandon du projet qui, en la circonstance, signifierait celui de la filière surgénératrice au plutonium) reconstruire un nouveau barillet ou changer de concept pour les transferts de combustible. Jugée trop coûteuse, trop longue, voire quasiment impossible à réaliser selon les termes mêmes de l'exploitant, la première a été rejetée. Une demande de redémarrage de l'installation sans barillet a donc été déposée une première fois en septembre 1987 (rejetée) et de nouveau en septembre 1988. Des bruits courent que la dernière demande pourrait sous peu recevoir une réponse favorable des autorités. S'il en était ainsi, pour la première fois au monde une centrale nucléaire fonctionnerait sans que l'on puisse accéder à son combustible, tant il est vrai que l'adaptation du système de chargement-déchargement ne serait achevée qu'au printemps 1991 et que même en cas d'urgence aucun moyen spécial ne serait disponible avant la fin de l'année prochaine. Une autre grande première serait d'avoir un chantier à l'oeuvre dans un bâtiment réacteur sans interruption de l'exploitation.

Les Français sont tenus dans l'ignorance du dossier. Qu'en est-il de l'état de la cuve principale, celle du réacteur lui-même ? Quelles sont les incidences de l'abandon du barillet comme stockage intermédiaire du combustible sur la sécurité ? Seules des réponses partielles ont été rendues publiques ; elles sont insuffisantes. Pourquoi ferions-nous une confiance aveugle au dispositif d'expertise et de décision officiel, pour qui l'affaire de SUPERPHENIX représente tout bien pesé un échec ?

Nous, citoyens conscients et responsables, exigeons que toutes les informations nécessaires à un examen complet de la sécurité de SUPERPHENIX soient sans délai mises à la disposition d'un groupe international de contre-experts dont nous avons reçu le concours. Comme ce fut le cas dans le passé à propos de grands projets nucléaires controversés - extension de l'usine de retraitement de Windscale en Grande-Bretagne, une usine équivalente à Gorleben en RFA, les projets KBS de stockage de déchets radio-actifs en Suède -, nous demandons que sur la base des informations rendues publiques soit financé et rapidement mis sur pied un débat contradictoire équilibré réunissant des experts français et étrangers à propos de l'avenir de la centrale européenne SUPERPHENIX.

Ceux qui nous gouvernent aujourd'hui s'étaient en 1980 solennellement engagés à un tel débat. Le cours des choses a apporté la preuve qu'ils auraient été bien inspirés de respecter leur promesse dès 1981. Il n'est pas trop tard mais il est grand temps. A la veille de fêter le bicentenaire de sa fondation, la République Française se doit, à son tour, de mettre de la démocratie dans les questions nucléaires.

Contact : L. Trussell, 38 rue Taine, 75012 Paris